



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en-3512>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2016 - N° 1176 - juin 2016 -

Date de mise en ligne : dimanche 2 octobre 2016

Date de parution : juin 2016

Description :

Jean-Pierre Mon constate que même des économistes du FMI remettent en cause l'idéologie libérale, que si les investissements dans le secteur manufacturier semblent repartir, cela risque fort d'être pour acheter des robots et non pour embaucher, et que lorsque nos dirigeants annoncent des centaines de milliers de nouveaux emplois, ils se gardent bien de reconnaître qu'il s'agit d'emplois précaires, à temps partiel et en général sous-payés.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Les yeux s'ouvrent au FMI Le magazine du FMI Finance et Développement a publié le 26 mai dernier un article signé par trois économistes de sa section recherches (Jonathan Ostry, Prakash Loungani et Davide Furceri) intitulé *Le néolibéralisme est-il survenu ?* Ces trois chercheurs y remettent en cause les recettes néolibérales imposées depuis quarante ans sur tous les continents par les disciples du trop célèbre Milton Friedman. Si, soulignent ces chercheurs, ces politiques, connues sous le nom de "consensus de Washington", ont sans doute contribué à la réduction de la pauvreté au niveau mondial et permis l'essor de certains pays émergents, elles ont souvent eu des effets néfastes. Promouvant la concurrence tous azimuts, la réduction des pouvoirs de l'État, la déconstruction des politiques sociales, les excédents budgétaires, les privatisations massives, les dérégulations (notamment sur les marchés de capitaux), elles ont nourri la spéculation et les crises financières dont, depuis 1980, le nombre évalué par les experts du FMI dépasse 150 dans 50 pays.

Quant aux politiques d'austérité, les auteurs ne manquent pas de souligner qu'une dette élevée n'est pas toujours un problème pour la croissance et que la réduction de la dette à tout prix « semble avoir un bénéfice remarquablement faible » en termes d'assurance contre les futures crises budgétaires !

Ainsi, selon eux, passer d'une dette de 120 % du PIB à 100 % du PIB ne change pas grand' chose au point de vue économique, et l'expérience a montré que « en pratique, les épisodes de consolidations budgétaires ont été suivis par un recul plutôt que par une hausse de la production ». Ce qui participe à l'augmentation du chômage, car « toute consolidation de 1% du PIB conduit à une hausse de 0,6 point du taux de chômage à long terme et à une hausse des inégalités ».

Même si le chef économiste du FMI a précisé qu'il ne fallait pas s'attendre à des « inflexions majeures » ou à des « révolutions », le rapport arrive à point pour faire réfléchir les divers candidats à la prochaine élection présidentielle française.

Bonnes nouvelles ?

Comme par miracle, plus approche l'échéance présidentielle et plus s'améliorent les statistiques économiques : le taux de chômage vient, avec toutes les précautions d'usage, de baisser deux mois de suite... Puis on a observé une reprise nette de l'activité manufacturière française de 0,9% en 2015 (mais nous ne sommes revenus qu'au niveau de fin 2012 et restons loin du niveau atteint au cours de l'été 2008).

Toujours est-il que les chefs d'entreprises du secteur manufacturier prévoient une progression de 7% de leurs investissements en 2016.

Tout n'est pas rose cependant : « seul clignotant à ne pas être encore passé au vert, le taux d'utilisation des capacités de production qui laisse entendre que les entreprises ont encore de la marge de manoeuvre avant d'investir ou d'embaucher » [1].

D'autant plus qu'il est chaque jour plus rentable d'acheter un robot que d'embaucher un salarié.

Foxconn, le plus grand fabricant mondial de matériel informatique, a décidé de remplacer 60.000 de ses employés par des machines dans une usine près de Shangaï. Cela correspond à plus de la moitié des effectifs.

Les autres exemples chinois cités ci-dessous sont particulièrement significatifs [2] : en 2010, dans l'industrie automobile chinoise, un robot assembleur était remboursé en 5,3 ans, en 2015, il ne fallait plus que 1,7 an ; en boucherie, un robot découpeur perd 3 à 4% moins de viande qu'un boucher humain ; un fabricant chinois de lavabos déclare que les robots qu'il utilise sont plus précis, plus fiables que les êtres humains et meilleur marché. Qui plus est, alors qu'un humain double sa productivité en dix ans, le robot y parvient en quatre ans seulement,...

Une précarisation généralisée

C'est ce que souligne J.C. Guillebaud dans sa chronique Réflexion faite [3] : « S'il est normal de se réjouir quand des centaines de milliers d'emplois sont offerts, on doit s'interroger sur leur contenu. Bon nombre de ces emplois sont précaires, à temps partiel, à durée déterminée, mais aussi, dans la majorité des cas, sous-payés. Ils contribuent donc à généraliser dans nos pays la proportion de "travailleurs pauvres" ». Ce que nos dirigeants oublient de nous préciser c'est qu'il s'agit « de salariés à plein temps, statistiquement intégrés dans la machine économique mais souvent si mal payés qu'ils demeurent en dessous du seuil de pauvreté. [...] Leur sort ne mobilise plus l'attention. Au regard des statistiques officielles, ils sont même des privilégiés puisque de chômeurs, ils sont, enfin, devenus salariés ». On en vient ainsi « à trouver normal que les pays où règne (presque) le plein emploi soient aussi ceux où les pauvres sont les plus nombreux ». C'est notamment le cas de ceux que l'on nous cite si souvent en exemple l'Angleterre et l'Allemagne. (Outre Rhin, en 2015, le nombre de pauvres a atteint 12,5 millions de personnes, soit près de 16% de la population, contre 14% en France).

[1] Le Monde, Economie &Entreprise, 11/02/2016.

[2] Financial Times, China robot revolution, 28/04/2016.

[3] Téléobs, 11-17/06/2016